

HUMAN RIGHTS WATCH

Lettre conjointe exhortant l'UE à des sanctions ciblées contre NSO Group

Description

Human Rights Watch, le 4 décembre 2021

Cher Haut Représentant de l'UE, M. Borrell, et chers ministres des Affaires étrangères des États membres de l'UE,

Nous vous écrivons à la suite de [révélations](#) fiables comme quoi le Logiciel Espion Pegasus du Groupe israélien NSO a été utilisé pour pirater les appareils de six militants palestiniens défenseurs des droits de l'homme à notre dernière annonce d'une série de rapports sur les violations des droits de l'homme liées à l'utilisation de la technologie NSO pour demander instamment que l'UE prenne des mesures sérieuses et efficaces contre NSO Group, y compris la désignation de l'entité conformément au régime mondial de sanctions en matière de droits de l'homme.

Déjà en juillet, un rapport du [Projet Pegasus](#) à collaboration de plus de 80 journalistes de 16 organes de presse dans 10 pays coordonnés par [Forbidden Stories](#) [*Histoires Interdites*] avec le soutien technique d'Amnesty International a exposé la façon dont le logiciel Pegasus a été utilisé pour infiltrer les appareils de militants, de journalistes et de personnalités de l'opposition, y compris dans l'UE. Forbidden Stories et ses partenaires médiatiques [ont identifié](#) les clients potentiels de NSO dans des pays connus pour s'engager dans la surveillance illégale et arbitraire de leurs citoyens et connus par ailleurs pour avoir été des clients de NSO Group.

Le ciblage systématique de défenseurs palestiniens des droits de l'homme avec Pegasus fournit une preuve supplémentaire d'un schéma de violations des droits de l'homme facilité par NSO Group grâce à la vente de logiciels à des gouvernements qui utilisent cette technologie pour persécuter la société civile et les mouvements sociaux dans quantité de pays à travers le monde. En outre, ces violations soulignent combien [la politique des droits de l'homme](#) de NSO Group ne parvient pas à prévenir et à atténuer de façon significative les violations des droits de l'homme.

NSO Group a [Ã maintes reprises dÃ©niÃ©](#) les allÃ©gations comprises dans le rapport du Projet Pegasus et les [rÃ©vÃ©lations](#) comme quoi Pegasus servait Ã cibler les dÃ©fenseurs palestiniens des droits de lâ??homme. Aucun des partenaires du Projet Pegasus ou des associations qui ont rÃ©vÃ©lÃ© le piratage des Palestiniens ne sÃ©est rÃ©tractÃ©. En fait, des [rapports](#) additionnels [indÃ©pendants](#) et des [enquÃªtes](#) des [autoritÃ©s ont corroborÃ©](#) les dÃ©couvertes du Projet Pegasus.

AprÃ©s les allÃ©gations sur lâ??utilisation du logiciel par le gouvernement hongrois, le Commissaire Reynders [a annoncÃ©](#) une enquÃªte Ã ce sujet et a appelÃ© Ã une action urgente contre lâ??utilisation du logiciel.

Le rÃ©gime mondial de sanctions des droits de lâ??homme de lâ??UE autorise lâ??UE Ã adopter des sanctions ciblÃ©es contre les entitÃ©s jugÃ©es responsables de violations ou de transgressions qui sont Ã« trÃ©s prÃ©occupantes en ce qui concerne les objectifs de la politique commune Ã©trangÃ©re et de sÃ©curitÃ© Ã», dont des transgressions ou violations de la libertÃ© de rassemblement pacifique et dÃ©association, ou de la libertÃ© dÃ©opinion et dÃ©expression (art. 1, par. d, iii et iv de la [DÃ©cision du Conseil CFSP 2020/1999](#)). Ces droits ont Ã©tÃ© rÃ©pÃ©titivement violÃ©s en utilisant la technologie de NSO et, comme soulignÃ© par le [Rapporteur SpÃ©cial de lâ??ONU](#) sur la libertÃ© dÃ©opinion et dÃ©expression, lâ??utilisation de logiciels par des gouvernements abusifs peut aussi faciliter des exÃ©cutions et des assassinats extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, ou la disparition forcÃ©e de personnes, couvertes par lâ??art. 1, par. c, iii et iv de la DÃ©cision.

Le 3 novembre, le DÃ©partement amÃ©ricain du Commerce [a ajoutÃ© NSO Group sur sa liste de restrictions commerciales \(Liste des EntitÃ©s\)](#) pour Ã« action contraire aux intÃ©rÃ©ts de la politique Ã©trangÃ©re et Ã la sÃ©curitÃ© nationale des Ã©tats-Unis Ã». Le DÃ©partement a citÃ© lâ??utilisation des outils de NSO Group par des clients gouvernementaux Ã©trangers pour Ã« cibler de faÃ§on malveillante des responsables gouvernementaux, des journalistes, des hommes dÃ©affaires, des militants, des universitaires et des personnels dÃ©ambassade Ã» et pour permettre Ã« Ã des gouvernements Ã©trangers de mener une rÃ©pression transnationale Ã» en Ã« ciblant des dissidents, des journalistes et des militants hors de leurs frontiÃ©res souveraines pour rÃ©duire les dissidents au silence Ã».

Lâ??UE devrait faire de mÃªme et mettre sans attendre NSO sur sa liste de sanctions mondiale et prendre toute mesure appropriÃ©e pour interdire la vente, le transfert, lâ??exportation, lâ??importation et lâ??utilisation des technologies de NSO Group, ainsi que la fourniture de services qui soutiennent les produits de NSO Group, jusqu'Ã ce que [des garanties suffisantes en matiÃ©re de droits de lâ??homme](#) soient mises en place.

Signataires :

Organisations de la sociÃ©tÃ© civile

1. Access Now
2. Agir ensemble pour les droits humains
3. Americans for Democracy & Human Rights in Bahrain (ADHRB)
4. Amnesty International
5. Article 19
6. ASEAN Parliamentarians for Human Rights
7. Asia Democracy Network (ADN)

8. Asian Forum for Human Rights and Development (FORUM-ASIA)
9. Asian Network for Free Elections (ANFREL)
10. Association for Progressive Communications (APC)
11. Bahrain Institute for Rights and Democracy (BIRD)
12. BoloBhi
13. Cairo Institute for Human Rights Studies (CIHRS)
14. Cambodian Alliance of Trade Unions (CATU)
15. Cambodian Center for Human Rights (CCHR)
16. Cambodian Food And Service Workers Federation (CFSWF)
17. Cambodian Human Rights and Development Association (ADHOC)
18. Cambodian Institute for Democracy (CID)
19. Cambodian Journalists Alliance Association (CamboJA)
20. Cambodian League for the Promotion and Defense of Human Rights (LICADHO)
21. Cambodian Youth Network Association (CYN)
22. Center for Alliance Of Labor and Human Rights (CENTRAL)
23. Centre for Democracy and Technology (CDT)
24. Centro de Derechos Humanos Miguel Agustín Pro Juárez / Miguel Agustín Pro Juárez Human Rights Centre
25. CNCD-11.11.11
26. CIVICUS
27. Coalition of Cambodian Farmer Community (CCFC)
28. Committee for Free and Fair Elections in Cambodia (COMFREL)
29. Consortium on Gender, Security and Human Rights
30. CyberPeace Institute
31. Daraj
32. Democracy for the Arab World Now (DAWN)
33. Derechos Digitales
34. Digital Rights Foundation
35. Egyptian Front for Human Rights (EFHR)
36. Egyptian Initiative for Personal Rights (EIPR)
37. Election Monitoring and Democracy Studies Center, Azerbaijan
38. Electronic Frontier Foundation (EFF)
39. Equitable Cambodia (EC)
40. EuroMed Rights
41. FEMENA
42. Free Press Unlimited
43. Front Line Defenders
44. Fundaci3n Karisma, Colombia
45. Global Centre for the Responsibility to Protect
46. Global Forum for Media Development (GFMD)
47. Human Rights Commission of Pakistan (HRCP)
48. Human Rights House Foundation
49. Human Rights Watch
50. International Service for Human Rights (ISHR)
51. International Federation for Human Rights (FIDH), within the framework of the Observatory for the Protection of Human Rights Defenders

52. Internet Freedom Foundation (IFF), India
53. Labour Rights Supported Union of Khmer Employees of NagaWorld (LRSU)
54. Lebanese Association for Democratic Elections (LADE)
55. Lebanese Center for Human Rights (CLDH)
56. Legal Education Society, Azerbaijan
57. Maharat Foundation
58. MENA Rights Group
59. Mother Nature Cambodia
60. Network of Chinese Human Rights Defenders
61. Not1More (N1M)
62. Paradigm Initiative (PIN)
63. Privacy International
64. Red en Defensa de los Derechos Digitales (R3D)
65. Reporters Without Borders (RSF)
66. Sahmakum Teang Tnaut (STT)
67. Samir Kassir Foundation
68. Samuelson-Glushko Canadian Internet Policy & Public Interest Clinic (CIPPIC) Canada
69. Sharq
70. SEEDS For Legal Initiatives
71. SMEX
72. Southeast Asia Freedom of Expression Network (SAFEnet)
73. Tecnología, Investigación y Comunidad (TEDIC) Paraguay
74. The Miaan Group
75. Urgent Action Fund for Women's Human Rights
76. Women's Association for Rational Development (WARD), Azerbaijan
77. Women's International League for Peace and Freedom (WILPF)
78. World Organisation Against Torture (OMCT), within the framework of the Observatory for the Protection of Human Rights Defenders
79. Youth Resources Development Program (YRDP) Cambodia
80. 11.11.11
81. Tamleh - The Arab Center for the Advancement of Social Media

Experts indépendants

1. Siena Anstis, Conseillère juridique principale, le *Citizen Lab* de la *Munk School of Global Affairs & Public Policy* de l'Université de Toronto
2. Ron Deibert, Directeur du *Citizen Lab* de la *Munk School of Global Affairs & Public Policy* de l'Université de Toronto
3. Tamir Israel, Chargé de cours clinique, Université d'Ottawa, Faculté de Droit (Canada)
4. Dr. Courtney Radsch, Expert indépendant en médias, technologies et droits de l'Homme
5. Marietje Schaake, *Cyber Policy Center* de Stanford

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source : [Human Rights Watch](#)

date créée

2021/12/06